

Je demande au ministre si nos représentants qui se sont rendus au Japon croyaient qu'il y avait une entente quelconque? Cette manœuvre ne s'explique-t-elle pas par certains motifs? Je ne peux pas croire qu'il se donnerait toute cette peine pour présenter avec tant d'ostentation ces quelques inepties à la Chambre.

● (1440)

**M. Stevens:** Monsieur le Président, je m'étonne que le député réagisse aussi vivement puisqu'il était parmi nous hier, semble-t-il. Il devrait savoir que le chef de l'opposition officielle m'a demandé, à brûle-pourpoint, quelle était notre position à propos des importations japonaises. Je lui ai répondu qu'on ferait une déclaration ou une annonce, c'est le terme que j'ai employé, je crois, aujourd'hui. Nous avons bien fait la déclaration en question. Et c'est à cette déclaration que je faisais allusion. Il est absolument ridicule de prétendre que nous avons dit une chose au début de la semaine et une autre plus tard. Je ne sais pas où les députés d'en face sont allés chercher pareille idée.

Quant à notre délégation à Tokyo, elle a considéré qu'elle avait eu des entretiens fructueux. Ses membres ont ainsi pu connaître la position du Japon. Mais à vrai dire, elle n'est pas revenue avec un accord en main. Elle nous a dit quelle était la position, ou mieux, quelles étaient les intentions des Japonais. Nous avons exposé, pour notre part et en des termes non équivoques, bon nombre des arguments que différents députés de l'opposition ont avancés. Je ne peux cependant m'empêcher de remarquer que tous ces députés ont omis un élément fort important de ces négociations. Nous avons demandé aux Japonais de nous ouvrir davantage leurs marchés. Nous leur avons remis une liste des produits qu'ils pourraient importer en plus grandes quantités du Canada.

Nous avons cru que la situation aujourd'hui commandait une déclaration de ce genre, compte tenu de la date limite qui est le 31 mars. Nous avons tout lieu de nous réjouir de l'état des négociations jusqu'ici. Nous comptons faire preuve de fermeté. Nous voulons assurer la stabilité de l'industrie canadienne et c'est pour cette raison que nous espérons sincèrement en venir à un accord acceptable à ce sujet avec les Japonais. Nous ferons certes rapport à la Chambre dès que nous aurons conclu cet accord.

**M. McCurdy:** Monsieur le Président, tant qu'à ne rien dire, aussi bien le dire tout de suite pour nous épargner ce genre de débat. Est-il exact ou pas que le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher) a organisé une réunion des trois principaux ministres pour discuter de la réaction des Japonais à la position canadienne sur les quotas concernant les importations d'automobiles?

**M. Stevens:** Nous sombrons dans le ridicule. Les trois ministres auxquels le député fait allusion se sont réunis au moins quatre fois et peut-être cinq. Nous avons discuté de la question ces dernières semaines. Nous n'en avons pas fait un mystère et

il n'y a aucun désaccord à ce sujet. Nous avons exposé la position du gouvernement à la délégation canadienne qui est partie à Tokyo, et celle-ci l'a présentée au gouvernement japonais, lequel nous a répondu.

Par contre, nous n'avons pas encore reçu de réponse à la lettre du ministre du Commerce extérieur. C'est une réponse à cette lettre que nous attendons maintenant.

Je tiens à insister sur cette période de négociation. Je trouve inacceptable que les députés essaient de déconcerter et d'alarmer la population pour des motifs politiques mesquins. En réalité, l'industrie automobile du Canada se trouve dans une position satisfaisante. Nous voulons protéger cette position sur le marché canadien. Les négociations que nous avons entreprises avec les Japonais permettront de protéger les emplois au Canada et de renforcer l'industrie automobile de notre pays grâce à des investissements japonais.

Voilà notre objectif. Il n'y a aucun désaccord sur ce point. Ce n'est sûrement pas rendre service aux travailleurs de ce secteur ni à la population canadienne en général que de saboter nos efforts dans ce sens en prétendant que les négociations ont été rompues ou que les négociations de cette année ne se déroulent pas comme l'année dernière.

Il faut se rappeler que le chef de notre délégation est celui qui a mené les négociations l'année dernière. Pourquoi n'obtiendrait-il pas d'aussi bons résultats cette année?

**M. Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, j'aimerais pouvoir faire une déclaration au lieu de poser une question. Néanmoins, je demanderai au ministre s'il ne se rend pas compte qu'une des différences, c'est que le ministre et le gouvernement qui s'occupent des négociations ont changé. Je voudrais aussi qu'il nous dise quelle est la position des Japonais et pourquoi le gouvernement ne la connaît que depuis la semaine dernière? Enfin, le gouvernement ne se rend-il pas compte que nos débouchés sur le marché japonais resteront de toute façon très limités? Après tout, les Américains essaient depuis des années, pratiquement en vain, malgré leur puissance économique, de pouvoir vendre plus facilement divers produits sur le marché japonais. Ils sont tellement mécontents que le Congrès menace le Japon de représailles. Dans ces circonstances, le ministre ne devrait-il pas s'efforcer en priorité d'obtenir que les Japonais implantent au Canada une certaine proportion de la production et des emplois dans le secteur automobile de l'Amérique du Nord, au lieu de poursuivre ce qui, j'espère, ne se révélera pas être une chimère? Chose certaine, c'est ce que les Américains ont découvert.

**M. Stevens:** Monsieur le Président, je tiens à répéter, en réponse aux questions du député, que nous n'avons pas été mis au courant de la position des Japonais la semaine dernière seulement, mais il y a des semaines. Ce dont nous avons discuté la semaine dernière, c'est de leur position actuelle, et nous avons essayé de voir si cette position avait changé et s'ils avaient de nouvelles propositions à nous faire. En retour, nous voulions nous assurer que les Japonais connaissent bien notre pays.